

École mise à sac : Démocratie en danger !

Depuis novembre 2008, plusieurs milliers de professeurs des écoles sont entrés en « **désobéissance civile** » et en « **Résistance** » pour **sauver l'institution centrale de notre pays, son École Publique.**

Deux anciens ministres de l'Éducation, J. Lang et L. Ferry, ont eux-mêmes, et malgré leurs divergences politiques, dénoncé ensemble les « *mensonges* » de X. Darcos et « *l'inutilité des réformes* » engagées: « *On ne sacrifie pas l'intérêt des enfants et des professeurs à des motifs de pure tactique politicienne* ». ([http:// hebdo.nouvelobs.com/hebdo/parution/p2262/articles/a369288.html](http://hebdo.nouvelobs.com/hebdo/parution/p2262/articles/a369288.html))

Pourquoi ces réactions? En quoi sommes-nous tous concernés?

Ces réformes touchent:

- A l'essence-même de nos écoles publiques : Remplacées, par des EPEP (établissements publics d'enseignement primaire), nombre de nos écoles seraient appelées à disparaître au profit de regroupements de 13 à 15 classes minimum. Fin de l'école communale. Impossibilité d'accès direct en zones rurales. Risques pour la laïcité d'autant plus grand que les écoles privées jouissent depuis peu des mêmes subventions que les écoles publiques. Gestion qui rendrait minoritaires les enseignants et les parents d'élèves au profit de personnes étrangères au système éducatif.
- Au contenu des enseignements : Nouveaux programmes minimalistes, portant sur certains « fondamentaux », mais très vagues par ailleurs. Horaires réduits (Semaines de 24 heures, et non plus de 26 heures de classe), depuis la rentrée 2008-2009.
- A la formation des enseignants : suppression des IUFM. Recours accru à des vacataires et des contractuels non formés. Mise en cause du statut-même des enseignants.
- A la qualité de l'enseignement : suppression programmée des RASED (réseaux d'aide spécialisée aux élèves en difficulté, animés par des enseignants spécialistes formés). Mise en place d'un dispositif contestable d'aide personnalisée pour ces enfants-là... et ce, aux dépens du groupe classe. Recours à des personnels non formés, tant pour tous les élèves que pour les élèves en difficulté.
- A la mise en concurrence des établissements scolaires, par le biais d'évaluations sans aucune finalité pédagogique.
- A la redéfinition de la fonction et du statut des écoles maternelles : Accueil des plus jeunes dans des « jardins d'enfants » payants et animés par des personnels non-enseignants. Classes « pré- CP » pour la grande section.
- Au fichage des enfants dès trois ans avec le fichier national informatisé de Base Elèves qui a fait l'objet d'une mise en garde de l'ONU qui recommande que seules des données anonymes soient collectées et régulées par la loi pour prévenir un usage abusif.
- A la suppression du droit de grève (inscrit dans notre constitution) par l'instauration du « Service minimum ».

Tous ces aménagements, concernant des domaines aussi divers que les écoles en elles-mêmes, les programmes, la formation des maîtres, la laïcité, le droit de grève, le statut des enseignants, les droits de l'enfant,... sont le « fait du Prince », n'ont jamais été soumis à la moindre consultation des responsables, des « usagers », ni de l'ensemble de nos concitoyens.

C'est pourquoi nous exigeons, en tant que citoyens responsables, le retrait des réformes qui bouleversent profondément les fondements de notre République, c'est pourquoi nous sommes tous solidaires de ceux qui ont osé résister à des mesures ineptes et iniques. L'éducation est éminemment politique et seuls les citoyens sont aptes à décider de ce qui est conforme à l'intérêt général... sinon, nous ne sommes pas en Démocratie !